

MISE AU POINT SUR LES DÉCLARATIONS TENDANCIEUSES ET INFONDÉES, SE RAPPORTANT A LA SITUATION SÉCURITAIRE QUI PRÉVAUT DANS LES HAUTS-PLATEAUX DES TERRITOIRES DE FIZI, UVIRA ET MWENGA, PROVINCE DU SUD-KIVU.

Une simple diversion des faits, alors que la vérité est connue de tous ?

Nous avons été profondément consternés de suivre divers communiqués tant de la diaspora que de certains groupes internes, ainsi que des journaux étrangers, qui circulent dans des médias locaux, internationaux et dans des réseaux sociaux faisant état d'un prétendu génocide qui serait perpétré contre les Banyamulenge à Rurambo/Kahololo, hauts-plateaux d'Uvira, Province du Sud-Kivu.

Ces communiqués s'inscrivent dans le narratif des acolytes du Rwanda, pays agresseur, qui vise à étendre la guerre qui sévit au Nord-Kivu vers la province voisine du Sud-Kivu. En réalité, il s'agit d'une manœuvre visant à troubler la quiétude et provoquer un désastre contre la population paysanne, au sein de laquelle une psychose est déjà installée.

Alors que la paix et la stabilité commençaient à s'installer dans les hauts-plateaux, dans les localités de Minembwe, Kamombo, Bijombo et Rurambo, des personnes, des réseaux mafieux et des acteurs publics nourrissent un ensemble complexe de velléités qui attisent les conflits dans la zone, soit directement, soit par des intermédiaires, soit parfois les deux.

Ces personnes se priment la qualité de communicateurs au nom des groupes actifs dans la zone, faisant ainsi porter les responsabilités aux chefs rebelles qui, par ailleurs, peuvent ou ne pas nécessairement être de l'avis des soit disant communicateurs.

Manipulés par certains acteurs politiques, qui sont de mèche avec l'agresseur, engagé à déstabiliser tout l'Est du pays, les combattants dits d'autodéfense et/ou Wazalendo, toutes tribus confondues, ayant érigé domiciles dans les hauts-plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga/Itombwe, se comportent souvent de façon prédatrice et y provoquent des vives tensions. A titre illustratif, l'exemple le plus récent est celui en date du 29/11/2024, à Mikenge, secteur d'Itombwe, en groupement de Basimukindji I, où des bergers Banyamulenge qui conduisaient leurs troupeaux au pâturage, ont été arrêtés, torturés et soumis à des traitements inhumains par les Wazalendo, puis conduits auprès du lieutenant FARDC, commandant place qui a assisté impuissamment au drame.

Chose étonnante, après les tortures et traitements inhumains de tous genres, les Wazalendo font circuler dans des réseaux sociaux, les images desdits bergers dénudés, étant assimilés aux voleurs de leurs propres bétails. Nous condamnons fermement les agissements des groupes armés dits d'autodéfense/Wazalendo et les regards impuissants des FARDC, abusant les règles élémentaires des droits humains, dont les pratiques donneraient raison à qui cherche les voies et moyens d'élargir son champ d'action, en vue de déstabiliser et semer la terreur et la désolation dans la partie sud, de la province du Sud-Kivu.

Les derniers affrontements survenus à Minembwe en date du 28/11/2024, qui ont causé d'énormes dégâts en vies humaines et matériels, ne sont qu'une conséquence de la situation ci-haut décrite. Aussi, faut-il dénoncer que les gens mal intentionnés déforment les réalités du terrain en vue d'envenimer la situation. Cet état de chose dénote d'un comportement malveillant de quelques acteurs sociaux, principalement certains membres de la diaspora, qui s'arrogent les prérogatives de s'immiscer dans les affaires de l'État congolais, en tenant des propos infondés au sujet du partenariat que noue notre pays avec les États voisins, que ce soit en bilatéral ou régional.

Ainsi, nous lançons un appel vibrant, à tous les acteurs politiques locaux ressortissants des territoires ci-haut cités, particulièrement ceux issus des tribus, Bafuliiru, Bavira, Banyamulenge, Babembe, et Banyindu; à nos confrères de la diaspora, aux acteurs politiques, ainsi qu'à tous les combattants actifs dans cette partie de la Province du Sud-Kivu, à ne pas céder à des manipulations étrangères, ayant déjà emporté quelques acteurs congolais qui, aujourd'hui, s'adonnent à vilipender notre pays, en souillant, de manière récurrente, l'image du gouvernement congolais.

Notre message tient lieu d'une interpellation à chacune de toutes ces catégories sus énumérées et les invite à prôner l'unité nationale en général, et la cohésion sociale entre les tribus des territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga en particulier, sans discrimination aucune.

Nous exhortons en outre, nos compatriotes et acteurs politiques, à bannir la haine, le tribalisme et les divisions tribalo-ethniques, un véritable frein à la paix et au développement durable. Nos efforts doivent plutôt converger vers un idéal visant la recherche de la paix, la cohésion sociale, et à la mobilisation de masse, engagée à défendre la souveraineté et l'intégrité du territoire national. Nous sommes appelés à mener une lutte sans relâche, contre toutes formes d'oppressions dont le pays est victime, au lieu de servir les intérêts de l'ennemi, aux visées hégémoniques.

Nous condamnons et décourageons l'attitude de certains acteurs politiques devenus stars, face aux enjeux politiques de l'heure qui, apparemment, semblent présenter un certain nombre d'indicateurs, faisant semblant d'être soucieux des menaces d'agression que subit notre pays, alors qu'en réalité ils agissent pour le compte de l'ennemi, en criant haut et fort par des discours dégradants et destructifs.

Nous réitérons notre adresse, tout particulièrement, à ces acteurs politiques et à tous les combattants dits d'autodéfense/Wazalendo, toutes tribus confondues, de ne pas céder à des sollicitations visant à déstabiliser les institutions de la République et/ou nos entités de base, quelque soit le prix payé, car, le **PATRIOTISME OBLIGE**. Nous rappelons à tous nos compatriotes que la RD-Congo est notre Nation à nous tous, et que nous devons éviter de lui proférer une trahison avilissante.

En définitif, il est non moins important de rappeler que notre rôle en tant qu'acteurs politiques est de rassembler et unir nos populations, en vue de prévenir et réduire d'éventuels dégâts et violences au sein de nos bases respectives.

Eu égard à ce qui précède nous demandons aux responsables sectoriels au sein du gouvernement, chacun en ce qui le concerne, de prendre la question sécuritaire ci-haut décrite en mains, et ce, dans un bref délai, en vue de prévenir et stopper et/ou arrêter d'éventuels plans et les différentes pratiques manifestement observées dans la zone, dans le cadre de consolider la paix sur toute l'étendue des entités ci-haut citées.

Fait à Kinshasa, le 02/12/2024.

Honorable Lévis RUKEMA MAKANGURA



Député National